

Ottawa et les chefs innus de Petapan demandent à Québec de briser son silence



Les chefs innus et Ottawa gardent espoir, mais s'expliquent mal l'attitude du Québec actuellement.

PHOTO: RADIO-CANADA/ JÉRÔME GILL-COUTURE

Ce sont des chefs innus et un ministre fédéral des Relations Couronne-Autochtones passablement frustrés qui ont tenu un point de presse ce matin à Ottawa. Bien que le gouvernement Legault ait été le plus loquace par rapport à ses engagements depuis l'automne, il semble avoir oublié l'échéance du 31 mars dernier pour signer une entente.

« Présentement, c'est silence radio du côté du Québec, explique le chef de Mashtueiatsh, Gilbert Dominique, mais selon notre interprétation, ce serait du côté du conseil des ministres du Québec que ça bloque. »



Le Regroupement Petapan représente les communautés innues de Mashtueiatsh au Saguenay-Lac-Saint-Jean ainsi que d'Essipit et de Nutashkuan, sur la Côte-Nord.

PHOTO : RADIO-CANADA

Le mois passé, les chefs avaient accordé un sursis de quelques semaines au gouvernement du Québec pour qu'il puisse terminer de consulter les centaines de pages que contiendrait l'entente historique. En échange, ils avaient demandé une audience pour parler directement avec le premier ministre François Legault.

La rencontre demandée n'a toujours pas eu lieu et, bien que les chefs aient discuté avec des représentants du bureau du premier ministre, les réponses obtenues étaient, selon les chefs, loin d'être suffisantes. « C'est François Legault, au final, qui a le dernier mot au conseil des ministres, alors nous réitérons notre demande de le rencontrer directement. »

Cette demande est appuyée par le ministre fédéral des Relations Couronne-Autochtones, Marc Miller, pour qui la situation est frustrante et incompréhensible.



Le ministre Miller n'a pu s'empêcher d'exprimer sa frustration face à l'attitude de Québec qu'il a qualifiée de méprisante par rapport aux chefs de Petapan et à l'entente.

« Nous avons un bel exemple de pourquoi il ne faut pas sortir publiquement sur des négociations aussi complexes. En faisant ses sorties médiatiques, le Québec a en quelque sorte imposé au fédéral la date du 31 mars, alors nous, on s'est botté le c ... pour livrer. »

« Quand les provinces le veulent vraiment, elles peuvent bouger beaucoup plus vite que la grosse machine fédérale, et ça, c'est vrai pour l'ensemble du pays », indique-t-il.

« Mais il faut le dire, certains membres de la bureaucratie québécoise, comme dans d'autres provinces, ne semblent pas rendus là en matière de réconciliation. »

- Marc Miller, ministre fédéral des Relations Couronne-Autochtones

Le traité de Petapan en quelques points :

- Le traité concerne les communautés innues de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan;
- Les chefs innus négocient depuis plus de 40 ans leur « Paix des braves » qui, contrairement aux autres traités signés à travers le Canada, légitimerait leurs droits ancestraux plutôt que de les éteindre;
- D'importantes quittances financières pour dommages passés sont prévues, qui seront principalement versées par le fédéral.
- Selon plusieurs acteurs concernés, un traité avec les trois communautés innues de Petapan clarifierait les rapports et faciliterait la collaboration avec les grandes entreprises des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, où sont situés les territoires ancestraux innus.
- Actuellement, les chefs de Petapan et Ottawa sont prêts à signer une entente de principe, qui sera ensuite soumise pour consultation aux membres des communautés autochtones concernées avant de signer éventuellement le traité.

Des hypothèses

Selon Gilbert Dominique, les différents acteurs au sein du gouvernement du Québec ont eu amplement le temps de prendre connaissance des différentes parties de l'entente.

« À ce stade-ci, peut-être que certains ministres québécois ont des questionnements par rapport aux propositions formulées, mais nous n'avons pas été contactés et ils ne semblent pas très proactifs », a-t-il expliqué.



Le ministre Ian Lafrenière en février 2023

PHOTO : RADIO-CANADA / MARIE-LAURE JOSSELIN

Le ministre québécois responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit, Ian Lafrenière, n'était pas disponible jeudi pour une entrevue. Il a indiqué par courriel que les équipes du gouvernement du Québec « sont au travail, et ce, à la vitesse grand V » et qu'il a espoir que tout se règle rapidement.

" Jamais, depuis 43 ans, nous n'avons été aussi proches d'une entente. Contrairement au fédéral, le Québec est un gouvernement de proximité qui côtoie les Premières Nations au quotidien dans plusieurs domaines. On doit prendre le temps de bien faire les choses. "

- Ian Lafrenière, ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Le propos de M. Lafrenière a fait réagir son homologue fédéral, Marc Miller: « Ce genre de commentaire est très facile à faire et, franchement, c'est une excuse. La plupart des engagements financiers dans le potentiel traité engagent le fédéral et, l'automne dernier, plusieurs membres de notre caucus avaient des réserves. Mais nous avons travaillé très fort et avons pu trouver une entente dans les délais. »

Malgré tout, les chefs de Petapan gardent espoir. « Nous avons réussi à nous entendre avec Ottawa, ce qui est déjà historique en soi. Présentement, notre canot navigue avec celui d'Ottawa vers la signature d'un traité, reste juste à ce que Québec quitte enfin la rive pour se joindre à nous », observe Gilbert Dominique.

Par courriel, le ministre Lafrenière a indiqué qu'une rencontre politique était prévue dans les prochaines semaines avec les chefs de Petapan et un membre du Cabinet du premier ministre Legault. Information démentie par les chefs qui expliquent qu'à ce stade-ci, ils n'accepteraient aucune autre rencontre qu'avec le premier ministre François Legault, lui-même.